

« Il est très compliqué de savoir quand l'économie repartira », Isabelle Méjean

Professeure à l'Ecole polytechnique, Isabelle Méjean a reçu, en plein confinement, le prix du ou de la jeune économiste de l'année décerné par Le Monde et le Cercle des Économistes. Spécialisée sur les effets de la mondialisation des échanges, l'économiste nous a livré sa vision de la crise.

Est-ce que cette crise a permis de faire émerger certains problèmes économiques ?

Nous ne sommes pas encore sortis de la crise donc il faut attendre encore un peu pour faire le bilan. Elle a néanmoins fait émerger un phénomène sur lequel je travaille, et qui est encore peu connu du grand public, qui est la concentration du système productif. Aujourd'hui, du fait de la mondialisation, nos systèmes productifs sont assez concentrés, c'est-à-dire que peu d'entreprises produisent un même bien donné, comme les masques ou certaines molécules chimiques. Or, quand nous sommes confrontés à un choc

de la demande, c'est-à-dire, une explosion de la demande mondiale, l'adaptation devient impossible. On ne peut pas compenser en se reportant sur une autre source de production. Ce phénomène a été exacerbé durant la crise car certaines entreprises productives étaient elles-mêmes frappées par la quarantaine.

La crise du Covid-19 a fait resurgir le sempiternel débat sur la relocalisation. Est-elle vraiment une solution viable ?

C'est de la communication politique. On en parle parce que nous sommes dans une crise et il faut faire quelque chose mais, en réalité, ce ne sont pas des choses qui se décrètent. On ne peut pas dire : demain on relocalise.

Relocaliser, cela voudrait dire, utiliser de l'argent public pour réinvestir dans des entreprises pour essayer de développer des champions nationaux dans tel ou tel secteur très particulier. Cela signifie alors que cet argent ne sera pas investi dans d'autres secteurs comme la transition écologique. Or, c'est important de garder en tête que le vrai risque est le risque climatique et qu'il va être coûteux.

Même si la France voulait faire le choix de la relocalisation, très risqué, on ne saurait pas quels secteurs privilégiés. On a vu aujourd'hui qu'on est très dépendant de l'étranger sur certains produits mais cela ne veut pas dire que nous aurons besoin d'eux lors de la prochaine crise.

Quel est l'axe sur lequel les entreprises et le gouvernement doivent se positionner ?

La bonne manière de gérer ces risques extrêmes, qui arrivent avec une probabilité très faible, ne consiste pas à changer la stratégie productive du pays mais plutôt à faire des stocks. Il y a une vraie question à se poser sur la concentration de la production. Sur certains biens, on est très dépendant d'une seule entreprise. C'est notamment le cas du secteur pharmaceutique où on sait que 95% de la demande mondiale de certains antibiotiques est fournie par une seule entreprise. Cela veut dire qu'au-delà d'une pandémie, si cette entreprise rencontre un problème comme une catastrophe naturelle ou un incendie, la quasi-totalité du monde en sera privé.

À lire aussi

Relocalisation et Made In France : utopie ou réalité économique ?

La concentration de l'offre est une conséquence assez naturelle de la mondialisation. Elle est positive car elle permet de faire baisser les prix mais la contrepartie est cette exposition au risque. On devient très vulnérable et dépendant d'une seule entreprise. C'est très différent de la question de la relocalisation qui est très coûteux. Si toute notre production d'antibiotiques est réalisée dans une seule entreprise, même française, le risque demeure le même. Cette question de la concentration est moins ambitieuse car cela ne concerne pas tous les produits mais certains sur lesquels on a un niveau de concentration très important. On peut très bien réduire ce risque en investissant dans une autre entreprise européenne par exemple.

À quelle échelle doivent se penser ces stratégies économiques ?

On ne peut pas penser les choses à l'échelle nationale. Nous sommes dans un marché unique et une grande partie de la production est déjà réalisée à l'échelle européenne. Pour moi, c'est la seule échelle à regarder. L'Europe est un peu fragilisée par la crise de 2011 et plus largement parce que les institutions européennes ont favorisé l'intégration monétaire sans qu'il y ait d'intégration fiscale. L'Europe reste également une zone qui a des institutions incomplètes. Il faut continuer à coopérer au sein de la zone euro.

Quelle sera l'impact de la crise sur l'économie ?

Il sera important car on vient de passer un trimestre avec deux tiers de l'activité normale, c'est énorme. La question est de savoir combien de temps il faudra pour sortir de la crise. L'Insee ne fait plus de prévision de croissance depuis le début du confinement, ce qui veut dire que la situation est tendue. Les macro-économistes s'interrogent sur le redémarrage des investissements des entreprises : est-ce que tout va repartir normalement ou est-ce qu'ils vont être réduits ? Le problème est que ces investissements sont décidés sur des critères inconnus. Les économistes parlent de sortie de crise en U, en W mais

en réalité, personne n'en sait rien. D'autant plus que c'est une crise mondiale. Tous les pays ne sont pas impactés en même temps donc la chaîne d'approvisionnement est toujours morcelée. Nous ne sommes pas non plus à l'abri d'une seconde vague, il est donc très compliqué de savoir réellement quand l'économie repartira.

Pensez-vous qu'un nouveau modèle de consommation pourrait émerger ?

L'industrie aura plus de mal à repartir car ce sont des processus productifs qui sont plus fragmentés et éclatés géographiquement. Or, la mobilité des biens reste compliquée et certains espaces sont encore confinés. La consommation devrait repartir assez vite car les ménages vont continuer à dépenser. Le secteur des biens finaux devrait repartir assez vite.

Je ne crois pas du tout qu'il y aura un nouveau mode de consommation qui va émerger. Les entreprises vont sortir très fragilisées de cette crise, ce ne sera pas le moment pour elles de réaliser des investissements vertueux. Elles vont chercher à maximiser leurs gains avant tout. Le gouvernement et les régions ont beaucoup investi pour que le coût de cette crise soit le plus limité possible mais de nombreuses sociétés ont besoin de retrouver du chiffre d'affaires très rapidement. Nous restons sur des systèmes économiques où la pression concurrentielle reste très forte. Les entreprises vont avant tout chercher la rentabilité. Ce n'est pas le moment de faire évoluer leur modèle économique.

Si on veut un véritable changement, il faut donc une régulation (politique) beaucoup plus forte concernant le réchauffement climatique et la transition écologique. Par ailleurs, il est compliqué de savoir ce qui est écologique ou ce qui ne l'est pas. Consommer local ne veut pas forcément dire consommer écologique. Il faut qu'il y ait un système de prix qui reflète le coût écologique des produits. Il faut un prix du carbone plus élevé et plus généralisé. Il faut taxer à l'importation les biens les plus polluants. Sans cela, le consommateur ne peut pas comprendre ce qui est écologique et ce qui ne l'est pas.

La crise que nous rencontrons est un gros choc économique mais sa probabilité reste extrêmement faible alors que le risque climatique est certain. On a tendance à l'oublier et à rester concentré sur la santé mais la priorité reste la transition écologique à mes yeux.